

FÉDÉRALISME, SOCIALISME ET ANTITHÉOLOGISME...

Proposition motivée au Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté par M. Bakounine Genève (1)

Troisième partie:

LE SOCIALISME

La Révolution française ayant proclamé le droit et le devoir de tout individu humain de devenir un homme, a abouti par ses dernières conséquences au Babouvisme. Babeuf, l'un des derniers citoyens énergiques et purs que la Révolution avait créés et puis tués en si grand nombre, et qui eut le bonheur d'avoir compté parmi ses amis des hommes comme Buonarrotti, avait réuni, dans une conception singulière, les traditions politiques de la patrie antique avec les idées toutes modernes d'une révolution sociale. Voyant la Révolution dépérir, faute d'un changement radical et alors très probablement impossible dans l'organisation économique de la société, fidèle d'ailleurs à l'esprit de cette Révolution, qui avait fini par substituer l'action omnipotente de l'État à toute initiative individuelle, il avait conçu un système politique et social, conformément auquel la république, expression de la volonté collective des citoyens, après avoir confisqué toutes les propriétés individuelles, les administrerait dans l'intérêt de tous, répartissant à portions égales à chacun: l'éducation, l'instruction, les moyens d'existence, les plaisirs, et forçant tous sans exceptions, selon la mesure de forces et de capacité de chacun, au travail tant musculaire que nerveux. La conspiration de Babeuf échoua, il fut guillotiné avec plusieurs de ses amis. Mais son idéal d'une république socialiste ne mourut point avec lui. Recueillie par son ami Buonarrotti, le plus grand conspirateur de ce siècle, cette idée fut transmise par lui comme un dépôt sacré aux générations nouvelles, et grâce aux sociétés secrètes qu'il fonda en Belgique et en France, les idées communistes germèrent dans l'imagination populaire. Elles trouvèrent depuis 1830 jusqu'à 1848 d'habiles interprètes dans Cabet et M. Louis Blanc, qui établirent définitivement le socialisme révolutionnaire. Un autre courant socialiste, parti de la même source révolutionnaire, convergeant au même but, mais par des moyens absolument différents, et que nous appellerions volontiers le socialisme doctrinaire, fut créé par deux hommes éminents: Saint-Simon et Fourier. Le Saint-Simonisme fut commenté, développé, transformé et établi comme système quasi-pratique, comme église, par le père Enfantin, avec beaucoup d'amis dont la plupart sont devenus aujourd'hui des financiers et des hommes d'État, singulièrement dévoués à l'Empire. Le Fourierisme trouva son commentateur dans la «*Démocratie pacifique*» rédigée jusqu'au 2 décembre par M. Victor Considerant.

Le mérite de ces deux systèmes socialistes, d'ailleurs différents sous beaucoup de rapports, consiste principalement dans la critique profonde, scientifique, sévère, qu'ils ont faite de l'organisation actuelle de la société, dont ils ont dévoilé hardiment les contradictions monstrueuses; ensuite dans ce fait im-

(1) C'est le titre définitif adopté dans les épreuves corrigées; l'épreuve contenait le sous-titre: *Proposition des Russes, membres du comité central de la L. de la P. et de la L.* et le manuscrit de Bakounine (in-4, p.1) donne pour titre: *Proposition motivée des Russes, membres du comité permanent de la Ligue de la paix et de la liberté (appuyée par M. Alexandre Naquet, délégué français et par MM. Valérien Mroczkowski et Jean Zagorski, délégués polonais).*

portant d'avoir fortement attaqué et ébranlé le Christianisme, au nom de la réhabilitation de la matière et des humaines passions, calomniées et en même temps si bien pratiquées par les prêtres chrétiens. Au Christianisme, les Saint-Simoniens ont voulu substituer une religion nouvelle, basée sur le culte mystique de la chair, avec une hiérarchie nouvelle de prêtres, nouveaux exploiters de la foule par le privilège du génie, de l'habileté et du talent. Les Fourieristes, beaucoup plus et on peut dire même sincèrement démocrates, imaginèrent leurs phalanstères gouvernés et administrés par des chefs, élus par le suffrage universel, et où chacun, pensaient-ils, trouverait de lui-même son travail et sa place, selon la nature de ses passions. - Les fautes des Saint-Simoniens sont trop visibles pour qu'il soit nécessaire d'en parler. Le double tort des Fourieristes consista d'abord en ce qu'ils crurent sincèrement que par la seule force de leur persuasion et de leur propagande pacifique, ils parviendraient à toucher les cœurs des riches, au point que ceux-ci finiraient par venir d'eux-mêmes déposer le surplus de leur richesse aux portes de leurs phalanstères; et en second lieu, en ce qu'ils s'imaginèrent qu'on pouvait théoriquement, a priori, construire un paradis social, où l'on pourrait coucher toute l'humanité à venir, ils n'avaient pas compris que nous pouvons bien énoncer les grands principes de son développement futur, mais que nous devons laisser aux expériences de l'avenir la réalisation pratique de ces principes.

En général, la réglementation a été la passion commune de tous les socialistes d'avant 1848, moins un seul: Cabet, Louis Blanc, Fourieristes, Saint-Simoniens, tous avaient la passion d'endoctriner et d'organiser l'avenir, tous ont été plus ou moins autoritaires.

Mais voici que Proudhon parut: fils d'un paysan, et dans le fait et d'instinct cent fois plus révolutionnaire que tous ces socialistes doctrinaires et bourgeois, il s'arma d'une critique aussi profonde et pénétrante qu'impitoyable, pour détruire tous leurs systèmes. Opposant la liberté à l'autorité, contre ces socialistes d'État, il se proclama hardiment anarchiste, et à la barbe de leur déisme ou de leur panthéisme, il eut le courage de se dire simplement, athée, ou plutôt avec Auguste Comte positiviste.

Son socialisme à lui, fondé sur la liberté tant individuelle que collective, et sur l'action spontanée des associations libres, n'obéissant à d'autres lois qu'aux lois générales de l'économie sociale, découvertes ou qui sont à découvrir par la science, en dehors de toute réglementation gouvernementale et de toute protection de l'État, subordonnant d'ailleurs la politique aux intérêts économiques, intellectuels et moraux de la société, devait plus tard et par une conséquence nécessaire aboutir au fédéralisme.

Tel fut l'état de la science sociale avant 1848. La polémique des journaux, des feuilles volantes et des brochures socialistes porta une masse de nouvelles idées au sein des classes ouvrières; elles en étaient saturées et lorsque la révolution de 1848 éclata, le socialisme se manifesta comme une puissance.

Le socialisme, avons-nous dit, fut le dernier enfant de la grande révolution; mais avant de l'avoir enfanté, elle avait donné le jour à un héritier plus direct, son aîné, l'enfant bien-aimé des Robespierre et des Saint-Just: le républicanisme pur, sans mélange d'idées socialistes, renouvelé de l'antiquité et s'inspirant aux traditions héroïques des grands citoyens de la Grèce et de Rome. Beaucoup moins humanitaire que le socialisme, il ne connaît presque pas l'homme et ne reconnaît que le citoyen; et tandis que le socialisme cherche à fonder une république d'hommes, lui, il ne veut qu'une république de citoyens, fussent ces citoyens, comme dans les constitutions qui succédèrent, comme conséquence naturelle et nécessaire, à la constitution de 1793 (du moment que celle-ci, après avoir hésité un instant, finit par ignorer sciemment la question sociale), fussent-ils à titre de citoyens actifs, pour nous servir d'une expression de la Constituante, fonder leur privilège civique sur l'exploitation du travail des citoyens passifs. Le républicain politique, d'ailleurs, n'est point ou du moins est censé n'être pas égoïste pour lui-même, mais il doit l'être pour la patrie qu'il doit placer dans son cœur libre au-dessus de lui-même, de tous les individus, de toutes les nations du monde et de l'humanité tout entière. Par conséquent il ignorera toujours la justice internationale; dans tous les débats, que sa patrie ait tort ou raison, il lui donnera toujours le pas sur les autres, il voudra qu'elle domine toujours et qu'elle écrase toutes les nations étrangères par sa puissance et sa gloire. Il deviendra par une pente nouvelle conquérant, bien que l'expérience des siècles lui ait bien démontré que les triomphes militaires doivent fatalement aboutir au césarisme. Le républicain socialiste déteste la grandeur, la puissance et la gloire militaire de l'État, il leur préfère la liberté et le bien-être. Fédéraliste à l'intérieur, il veut la confédération internationale, d'abord par l'esprit de justice, ensuite parce qu'il est convaincu que la révolution économique et sociale, dépassant les bornes artificielles et funestes des États, ne pourra se réaliser, au moins en partie, que par l'action solidaire sinon de toutes, au moins de la plus grande partie des nations qui constituent aujourd'hui le monde civilisé, et que toutes, tôt ou tard, devront finir par s'y rallier. Le républicain

exclusivement politique est un stoïcien; il ne se reconnaît point de droits, seulement des devoirs, ou comme dans la république de Mazzini, il n'admet qu'un seul droit: celui de se dévouer et de se sacrifier toujours pour la patrie, ne vivant que pour la servir et mourant pour elle avec joie, comme dit la chanson dont M. Alexandre Dumas a gratuitement doté les Girondins: «*Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie*». Le socialiste, au contraire, s'appuie sur ses droits positifs à la vie et à toutes les jouissances tant intellectuelles et morales que physiques de la vie. Il aime la vie, et il veut en jouir pleinement. Ses convictions faisant partie de lui-même, et ses devoirs envers la société étant indissolublement liés à ses droits, pour rester fidèle aux unes et aux autres, il saura vivre selon la justice, comme Proudhon, et au besoin mourir comme Babeuf; mais il ne dira jamais que la vie de l'humanité doit être un sacrifice, ni que la mort soit le sort le plus doux. La liberté pour le républicain politique n'est qu'un vain mot; c'est la liberté d'être esclave volontaire, la victime dévouée de l'État; toujours prêt à lui sacrifier la sienne, il lui sacrifiera volontiers celle des autres. Le républicanisme politique aboutit donc nécessairement au despotisme. La liberté unie au bien-être et produisant l'humanité de tous par l'humanité de chacun, est pour le républicain socialiste tout, tandis que l'État n'est à ses yeux qu'un instrument, un serviteur de son bien-être et de la liberté de chacun. Le socialiste se distingue du bourgeois par la justice, ne réclamant pour lui-même que le fruit réel de son propre travail; et il se distingue du républicain exclusif par son franc et humain égoïsme, vivant ouvertement et sans phrases pour lui-même, et sachant qu'en le faisant selon la justice, il sert la société tout entière, et qu'en la servant, il fait ses propres affaires. Le républicain est rigide, et souvent par patriotisme - comme le prêtre par religion - cruel. Le socialiste est naturel, modérément patriote, mais, par contre, toujours très humain. - En un mot, entre le socialiste républicain et le républicain politique il y a un abîme: l'un, comme une création semi-religieuse, appartient au passé; à l'autre, positiviste ou athée, appartient l'avenir.

Cet antagonisme se fit pleinement jour en 1848. Dès les premières heures de la révolution, ils ne s'entendirent plus du tout: leurs idéals, tous leurs instincts les entraînaient dans des sens diamétralement opposés. Tout le temps qui s'écoula depuis février jusqu'en juin, se passa dans des tiraillements qui, implantant la guerre civile dans le camp des révolutionnaires, paralysant leurs forces, durent naturellement donner gain de cause à la coalition, d'ailleurs devenue formidable, de toutes les nuances de la réaction, réunies et confondues désormais en un seul parti par la peur. En juin, les républicains se coalisèrent à leur tour avec la réaction pour écraser les socialistes. Ils crurent avoir remporté la victoire et ils avaient poussé dans l'abîme leur république bien-aimée. Le général Cavaignac, le représentant de l'honneur du drapeau contre la révolution, fut le précurseur de Napoléon III. Tout le monde le comprit alors, sinon en France, du moins partout ailleurs, car cette funeste victoire des républicains contre les ouvriers de Paris, fut célébrée comme un grand triomphe par toutes les cours de l'Europe et les officiers des gardes prussiennes, leurs généraux en tête, s'empressèrent d'envoyer une adresse de félicitations fraternelles au général Cavaignac.

Épouvantée par le fantôme rouge, la bourgeoisie de l'Europe se laissa tomber dans une servilité absolue. Frondeuse et libérale par nature, elle n'adore pas le régime militaire, mais elle opta pour lui en présence des dangers menaçants d'une émancipation populaire. Ayant sacrifié sa dignité avec toutes ses glorieuses conquêtes du XVIII^{ème} et du commencement de ce siècle, elle crut au moins avoir acheté la paix et la tranquillité nécessaires pour le succès de ses transactions commerciales et industrielles: «*Nous vous sacrifions notre liberté, semblait-elle dire aux puissances militaires qui s'élevèrent de nouveau sur les ruines de cette troisième révolution, - laissez-nous en retour exploiter tranquillement le travail des masses populaires, et protégez-nous contre leurs prétentions, qui peuvent paraître légitimes en théorie, mais qui, au point de vue de nos intérêts, sont détestables*». On lui promit tout, on lui tint même parole. Pourquoi donc la bourgeoisie, toute la bourgeoisie de l'Europe, est-elle généralement mécontente aujourd'hui?

Elle n'avait point calculé que le régime militaire coûte cher, que déjà par sa seule organisation intérieure, il paralyse, il inquiète, il ruine les nations, et que, de plus, obéissant à une logique qui lui est propre et qui ne s'est jamais démentie, il a pour conséquence infaillible la guerre; guerres dynastiques, guerres de point d'honneur, guerres de conquête ou de frontières naturelles, guerres d'équilibre - destruction et engloutissement permanent des États par les États, fleuves de sang humain, incendies des campagnes, villes ruinées, dévastations de provinces entières - et tout pour satisfaire à l'ambition des princes et de leurs favoris, pour les enrichir, pour occuper, pour discipliner les populations et pour remplir l'histoire.

Maintenant la bourgeoisie le comprend, et c'est pourquoi elle est mécontente du régime qu'elle a si fortement contribué à créer. Elle en est lasse; mais que mettra-t-elle à la place de ce qui est?

La monarchie constitutionnelle a fait son temps, et d'ailleurs elle n'a jamais prodigieusement prospéré sur le continent de l'Europe; voire même en Angleterre, ce berceau historique du constitutionnalisme moderne, battue en brèche aujourd'hui par la démocratie qui s'élève, elle est ébranlée, elle chancelle et ne sera bientôt plus en état de contenir le flot montant des passions et des exigences populaires.

La république? Mais quelle république? Politique seulement, ou démocratique et sociale? Les peuples sont-ils encore socialistes? Oui, plus que jamais.

Ce qui a succombé en juin 1848, ce n'est pas le socialisme en général, c'est seulement le socialisme d'État, le socialisme autoritaire et réglementaire, celui qui avait cru, espéré, que pleine satisfaction aux besoins et aux légitimes aspirations des classes ouvrières allait être donnée par l'État et que celui-ci, armé de sa plénipotence, voulait et pouvait inaugurer un ordre social nouveau. Ce ne fut donc pas le socialisme qui mourut en juin, ce fut au contraire l'État qui se déclara banqueroute par devant le socialisme et qui, se proclamant incapable de lui payer la dette qu'il avait contractée envers lui, essaya de le tuer pour se délivrer de la manière la plus facile de cette dette. Il ne parvint pas à le tuer, mais il tua la foi que le socialisme avait eue en lui et il anéantit en même temps toutes les théories du socialisme autoritaire ou doctrinaire, dont les unes, comme «*l'Icarie*» de Cabet et comme «*l'Organisation du travail*» de M. Louis Blanc, avaient conseillé au peuple de s'en reposer en toutes choses sur l'État, dont les autres avaient démontré leur néant par une série d'expériences ridicules. Même la banque de Proudhon, qui dans des conditions plus heureuses aurait pu prospérer, écrasée par l'animadversion et par l'hostilité générale des bourgeois, succomba.

Le socialisme perdit cette première bataille par une raison toute simple: il était riche d'instincts et d'idées théoriques négatives, qui lui donnaient mille fois raison contre le privilège; mais il manquait encore absolument d'idées positives et pratiques, qui eussent été nécessaires pour qu'il pût édifier, sur les ruines du système bourgeois, un système nouveau: celui de la justice populaire. Les ouvriers qui combattaient en juin pour l'émancipation du peuple, étaient unis d'instincts, non d'idées - et les idées confuses qu'ils avaient, formaient une tour de Babel, un chaos, dont il ne pouvait sortir rien. Telle fut la principale cause de leur défaite. Faut-il pour cela douter de l'avenir et de la force présente du socialisme? Le christianisme qui s'était donné pour objet la fondation du règne de la justice dans le ciel, a eu besoin de plusieurs siècles pour triompher en Europe. Faut-il s'étonner après cela que le socialisme qui s'est posé un problème bien autrement difficile, celui du règne de la justice sur la terre, n'ait pas triomphé en quelques années?

Est-il besoin, messieurs, de prouver que le socialisme n'est pas mort? Pour s'en assurer, il n'y a qu'à jeter les yeux sur ce qui se passe aujourd'hui dans toute l'Europe. Derrière tous les cancan diplomatiques et tous ces bruits de guerre qui remplissent l'Europe depuis 1852, quelle question sérieuse s'est posée dans tous les pays, qui ne soit pas la question sociale? C'est la grande inconnue dont tout le monde sent l'approche, qui fait trembler chacun et dont personne n'ose parler... Mais elle parle pour elle-même et toujours plus haut; les associations coopératives ouvrières, ces banques de secours mutuels et de crédit au travail, ces trade-unions, et cette ligue internationale des ouvriers de tous les pays, tout ce mouvement ascendant des travailleurs en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Suisse, ne prouve-t-il pas, qu'ils n'ont point renoncé à leur but, ni perdu foi en leur émancipation prochaine, et qu'en même temps ils ont compris que pour rapprocher l'heure de leur délivrance, ils ne doivent plus compter sur les États, ni sur le concours toujours plus ou moins hypocrite des classes privilégiées, mais sur eux-mêmes et sur leurs associations indépendantes tout à fait spontanées?

Dans la plupart des pays de l'Europe ce mouvement, en apparence du moins étranger à la politique, garde encore un caractère exclusivement économique et, pour ainsi dire, privé. Mais en Angleterre, il s'est déjà posé carrément sur le terrain brûlant de la politique et, organisé en une ligue formidable, la «*Ligue de la Réforme*», il a déjà remporté une grande victoire contre le privilège politiquement organisé de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie. Avec une patience et une conséquence pratiques tout anglaises, la *Reform League* s'est tracé un plan de campagne, elle ne se dégoûte de rien et ne se laisse effrayer, ni arrêter par aucun obstacle. «*Dans dix ans, au plus tard, disent-ils, en supposant les plus grands empêchements, nous aurons le suffrage universel, et alors...*» alors ils feront la révolution sociale .

En France, comme en Allemagne, tout en procédant silencieusement par la voie des associations économiques privées, le socialisme est déjà arrivé à un si haut degré de puissance au sein des classes ouvrières, que Napoléon III d'un côté, et le comte de Bismarck de l'autre, commencent à rechercher

son alliance. Bientôt en Italie et en Espagne, après le fiasco déplorable de tous les partis politiques, et vu la misère horrible où l'une et l'autre se trouvent plongées, toute autre question va bientôt se perdre dans la question économique et sociale. En Russie et en Pologne y a-t-il au fond une autre question? C'est elle qui vient de ruiner les dernières espérances de la vieille Pologne nobiliaire, historique; c'est elle qui menace et qui ruinera l'existence déjà si fortement ébranlée de cet affreux Empire de toutes les Russies. En Amérique même, le socialisme ne s'est-il pas fait complètement jour dans la proposition d'un homme éminent, M. Charles Sumner, sénateur de Boston, de distribuer des terres aux nègres émancipés des États du Sud?

Vous voyez bien, messieurs, que le socialisme est partout, et que, malgré sa défaite en juin, par un travail souterrain, qui l'a fait lentement pénétrer dans les profondeurs de la vie politique de tous les pays, il est arrivé au point de se faire sentir partout, comme la puissance latente du siècle. Encore quelques années, et il se manifestera comme une puissance active, formidable.

A très peu d'exceptions près, tous les peuples de l'Europe, plusieurs sans connaître même le mot de socialisme, sont aujourd'hui socialistes, ne connaissent d'autre drapeau que celui qui leur annonce leur émancipation économique avant tout, et renonceraient mille fois à toute autre question plutôt qu'à celle-ci. Ce n'est donc que par le socialisme qu'on pourra les entraîner à faire de la politique et de la bonne politique.

N'est-ce pas assez dire, messieurs, qu'il ne nous est pas permis de faire abstraction du socialisme dans notre programme, et que nous ne saurions nous en abstenir sans frapper notre œuvre entière d'impuissance? Par notre programme, en nous déclarant républicains fédéralistes, nous nous sommes montrés assez révolutionnaires, pour écarter de nous une bonne partie de la bourgeoisie: toute celle qui spéculé sur la misère et sur les malheurs des peuples et qui trouve à gagner jusque dans les grandes catastrophes qui, aujourd'hui plus que jamais, viennent frapper les nations. Si nous laissons de côté cette portion active, remuante, intrigante, spéculative de la bourgeoisie, il nous restera bien encore la majorité des bourgeois tranquilles, industriels, faisant quelquefois le mal, plutôt par nécessité que par volonté et par goût, et qui ne demanderaient pas mieux que de se voir délivrés de cette fatale nécessité, qui les met en hostilité permanente avec les populations ouvrières, et qui les ruine en même temps. Il faut bien le dire, la petite bourgeoisie, le petit commerce et la petite industrie commencent à souffrir aujourd'hui presque autant que les classes ouvrières et si les choses marchent du même pas, cette majorité bourgeoise respectable pourrait bien, par sa position économique, se confondre bientôt avec le prolétariat. Le grand commerce, la grande industrie et surtout la grande et malhonnête spéculation l'écrasent, la dévorent et la poussent dans l'abîme. La situation de la petite bourgeoisie devient donc de plus en plus révolutionnaire, et ses idées trop longtemps réactionnaires, s'éclaircissant aujourd'hui grâce à de terribles leçons, devront nécessairement prendre une direction opposée. Les plus intelligents commencent à comprendre qu'il ne reste d'autre salut, pour l'honnête bourgeoisie, que dans l'alliance avec le peuple - et que la question sociale l'intéresse aussi bien de la même manière que le peuple.

Ce changement progressif dans l'opinion de la petite bourgeoisie en Europe est un fait aussi consolant qu'incontestable. Mais nous ne devons pas nous faire illusion: l'initiative du nouveau développement n'appartiendra pas à elle, mais au peuple; à l'occident, aux ouvriers des fabriques et des villes; chez nous, en Russie, en Pologne, et dans la majorité des pays slaves, aux paysans. La petite bourgeoisie est devenue trop peureuse, trop timide, trop sceptique pour prendre d'elle-même une initiative quelconque; elle se laissera bien entraîner, mais elle n'entraînera personne; car en même temps qu'elle est pauvre d'idées, la foi et la passion lui manquent. Cette passion qui brise les obstacles et qui crée des mondes nouveaux se trouve exclusivement dans le peuple. Donc au peuple appartiendra, sans contestation aucune, l'initiative du mouvement nouveau. Et nous ferions abstraction du peuple! et nous ne parlerions pas du socialisme qui est la nouvelle religion du peuple!

Mais le socialisme, dit-on, se montre enclin à conclure une alliance avec le césarisme. D'abord c'est une calomnie, c'est au contraire le césarisme qui voyant poindre à l'horizon la puissance menaçante du socialisme, en recherche les sympathies pour les exploiter à sa façon. Mais n'est-ce pas une raison de plus, pour nous, de nous en occuper, afin de pouvoir empêcher cette alliance monstrueuse, dont la conclusion serait sans doute le plus grand malheur qui puisse menacer la liberté du monde?

Nous devons nous en occuper en dehors même de toutes ces considérations pratiques, parce que le socialisme, c'est la justice. Lorsque nous parlons de justice, nous n'entendons pas celle qui nous est

donnée dans les codes et par la jurisprudence romaine, fondés en grande partie sur des faits de violence accomplis par la force, consacrés par le temps et par les bénédictions d'une Église quelconque, chrétienne ou païenne, et comme tels acceptés comme des principes absolus, dont le reste n'est que la déduction très logique (2) - nous parlons de la justice qui se fonde uniquement sur la conscience des hommes, que vous retrouverez dans celle de tout homme, même dans la conscience des enfants, et qui se traduit en simple équation.

Cette justice si universelle et qui pourtant, grâce aux envahissements de la force et aux influences religieuses, n'a jamais encore prévalu, ni dans le monde politique, ni dans le monde juridique, ni dans le monde économique, doit servir de base au monde nouveau. Sans elle point de liberté, point de république, point de prospérité, point de paix. Elle doit donc présider à toutes nos résolutions, afin que nous puissions efficacement concourir à l'établissement de la paix.

Cette justice nous commande de prendre en nos mains la cause du peuple, jusqu'à cette heure si horriblement maltraité, et de revendiquer pour lui, avec la liberté politique, l'émancipation économique et sociale.

Nous ne vous proposons pas, messieurs, tel ou tel système socialiste. Ce que nous vous demandons, c'est de proclamer de nouveau ce grand principe de la Révolution française: que tout homme doit avoir les moyens matériels et moraux de développer toute son humanité, principe qui se traduit, selon nous, dans le problème suivant:

Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail; organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien.

La réalisation complète de ce problème sera sans doute l'œuvre des siècles. Mais l'histoire l'a posé et nous ne saurions désormais en faire abstraction, sans nous condamner nous-mêmes à une impuissance complète.

Nous nous hâtons d'ajouter, que nous repoussons énergiquement toute tentative d'organisation sociale qui, étrangère à la plus complète liberté tant des individus que des associations, exigerait l'établissement d'une autorité réglementaire de quelque nature que ce fût, et qu'au nom de cette liberté que nous reconnaissons comme l'unique fondement et comme l'unique créateur légitime de toute organisation, tant économique que politique, nous protesterons toujours contre tout ce qui ressemblera, de près ou de loin, au communisme et au socialisme d'État. L'unique chose que, selon nous, l'État pourra et devra faire, ce sera de modifier d'abord peu à peu le droit d'héritage, pour arriver aussitôt que possible à son abolition complète. Le droit d'héritage, étant une pure création de l'État, l'une des conditions essentielles de l'existence même de l'État autoritaire et divin, il peut et doit être aboli par la liberté dans l'État, - ce qui revient à dire que l'État lui-même doit se dissoudre dans la société organisée librement selon la justice. Ce droit devra être nécessairement aboli, selon nous, parce que tant que l'héritage existera, il y aura inégalité économique héréditaire, non l'inégalité naturelle des individus, mais l'inégalité artificielle des classes, - et que celle-ci se traduira nécessairement toujours par l'inégalité héréditaire du développement et de la culture des intelligences et continuera d'être la source et la consécration de toutes les inégalités politiques et sociales. L'égalité du point de départ au commencement de la vie pour chacun, autant que cette égalité dépendra de l'organisation économique et politique de la société, et afin que chacun, abstraction faite des natures différentes, ne soit proprement que le fils de ses œuvres - tel est le problème de la justice. Selon nous le fond public d'éducation et d'instruction de tous les enfants des deux sexes, y compris leur entretien depuis leur naissance jusqu'à l'âge de la majorité, devra seul hériter de tous les mourants. Nous ajoutons, en qualité de Slaves et de Russes, que chez nous, l'idée sociale, fondée sur l'instinct général et traditionnel de nos populations, est que la terre, propriété de tout le peuple, ne doit être possédée que par ceux qui la cultivent de leurs bras.

Nous sommes convaincus, messieurs, que ce principe est juste, qu'il est une condition essentielle et

(2) Sous ce rapport, la science, du droit offre une parfaite ressemblance avec la théologie; ces deux sciences partent également, l'une d'un fait réel, mais inique: l'appropriation par la force, la conquête; l'autre d'un fait fictif et absurde: la révélation divine, comme d'un principe absolu, et se fondent sur cette absurdité ou sur cette iniquité, toutes les deux ont recours à la logique la plus rigoureuse pour édifier ici un système théologique et là un système juridique.

inévitables de toute réforme sociale sérieuse et que, par conséquent, l'Europe occidentale à son tour, ne pourra manquer de l'accepter et de le reconnaître, malgré toutes les difficultés que sa réalisation pourra rencontrer dans certains pays, comme la France par exemple, où la majorité des paysans jouit déjà de la propriété de la terre, mais où par contre aussi la plus grande partie de ces mêmes paysans arrivera bientôt à ne rien posséder par suite du morcellement qui est la conséquence inévitable du système politico-économique qui prévaut aujourd'hui dans ce pays. Nous ne faisons aucune proposition à ce sujet, comme en général nous nous abstenons de toute proposition, par rapport à tel ou tel problème de la science et de la politique sociales, convaincus que toutes ces questions doivent devenir dans notre journal l'objet d'une discussion sérieuse et profonde. - Nous nous bornerons donc aujourd'hui à vous proposer de faire la déclaration suivante:

«Convaincue que la réalisation sérieuse de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde sera impossible, tant que l'immense majorité des populations restera dépossédée de tout bien, privée d'instruction et condamnée à la nullité politique et sociale et à un esclavage de fait, sinon de droit, par la misère aussi bien que par la nécessité dans laquelle elle se trouve de travailler sans répit ni loisir, produisant toutes les richesses dont le monde se glorifie aujourd'hui et n'en retirant qu'une si petite partie qu'à peine elle suffit pour lui assurer le pain du lendemain;

Convaincue que pour toutes ces populations, jusqu'ici si horriblement maltraitées par les siècles, la question du pain est celle de l'émancipation intellectuelle, de la liberté et de l'humanité;

Que la liberté sans le socialisme, c'est le privilège, l'injustice; et que le socialisme sans liberté, c'est l'esclavage et la brutalité;

La Ligue proclame hautement la nécessité d'une réforme sociale et économique radicale, ayant pour but la délivrance du travail populaire du joug du capital et des propriétaires, fondée sur la plus stricte justice, non juridique, ni théologique, ni métaphysique, mais simplement humaine, sur la science positive et sur la plus absolue liberté.

Elle décide en même temps, que son journal ouvrira largement ses colonnes à toutes les discussions sérieuses sur les questions économiques et sociales, lorsqu'elles seront sincèrement inspirées par le désir de la plus large émancipation populaire, tant sous le rapport matériel, qu'au point de vue politique et intellectuel».

(A suivre).
